

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22 - 26 octobre 2001

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2001/INF/7
19 octobre 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

NOTE D'INFORMATION SUR L'INITIATIVE EN FAVEUR DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

INTRODUCTION

1. Le PAM s'occupe d'alimentation scolaire depuis 38 ans. En l'an 2000, il réalisait des activités d'alimentation scolaire dans 54 pays au profit de 12,3 millions d'enfants.
2. En 2000, M. George McGovern, ancien Ambassadeur des États-Unis, a lancé un appel pour qu'un effort soit consenti au niveau mondial afin que tous les enfants du monde reçoivent un repas à l'école. Le Gouvernement des États-Unis a engagé 300 millions de dollars E.-U. (coûts des produits alimentaires, transport et frais généraux confondus) à titre de première contribution à l'Initiative.
3. L'Initiative des États-Unis appuie les efforts que le PAM déploie depuis longtemps en matière d'alimentation scolaire et va dans le sens de la politique du Programme visant à favoriser le développement. En outre, elle contribue à la réalisation des objectifs mondiaux énoncés dans l'"Éducation pour tous" (Déclaration de Jomtien de 1990 et Programme de Dakar d'avril 2000) et de l'objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015 (Sommet mondial de l'alimentation, 1996).

ETAT DU DON DES ETATS-UNIS

4. Le don des États-Unis a permis d'obtenir au total 189 405 tonnes de ressources qui servent à appuyer des activités d'alimentation scolaire dans le cadre de projets de développement, d'interventions prolongées de secours et de redressement et d'opérations d'urgence en cours dans 23 pays: Bhoutan, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Tchad, Colombie, Côte d'Ivoire, République dominicaine, El Salvador, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Honduras, Kenya, Mozambique, Népal, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Tadjikistan, Ouganda et République-Unie de Tanzanie. Le Kenya reçoit actuellement une contribution peu élevée pour des activités de développement en cours et une contribution plus importante pour l'opération d'urgence d'aide aux victimes de la sécheresse. Neuf de ces activités —alimentation scolaire au Bhoutan, au Tchad, en Éthiopie, en Gambie, en Guinée, au Mozambique, au Népal, au Pakistan et au Tadjikistan— sont des élargissements.
5. À la fin de septembre, sur cette contribution de 189 405 tonnes, 137 557 tonnes de produits avaient été livrés et 44 368 tonnes supplémentaires seront livrées d'ici la fin de décembre 2001. Tous les dons sont confirmés, sauf en ce qui concerne 7 480 tonnes.

ACTIVITES D'APPUI A L'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM

6. En septembre 2000, une Unité d'appui à l'alimentation scolaire (SPF), constituée de deux fonctionnaires du cadre organique, a été créée au sein de la Division des stratégies et des politiques. Elle a immédiatement entrepris une enquête sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans le monde, l'élaboration d'une méthode normalisée pour mener des études de référence sur les activités d'alimentation scolaire, la mise au point d'une nouvelle approche du suivi de l'alimentation scolaire et la préparation des matériels nécessaires aux activités de plaidoyer à l'intention des bureaux de pays, des gouvernements et des autres partenaires. L'Unité coordonne également l'assistance technique et la formation pour les activités d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale et elle élabore, gère et fournit un accès électronique à un référentiel de statistiques mondiales et de matériel



d'information concernant l'alimentation scolaire. Elle établit de nouveaux partenariats, afin de mettre ces activités en oeuvre, ainsi qu'il est indiqué plus en détail dans les sections ci-après.

Activités spécifiques

Enquêtes sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire

7. Entre le 30 mai et le milieu d'octobre 2001, le PAM a effectué des enquêtes dans plus de 60 pays. Il en mènera dans environ 90 pays supplémentaires avant la fin de l'année. À cette fin, le Programme a recruté et formé de jeunes diplômés d'université du monde entier — soit 44 nationalités — en qualité d'"associés chargés des enquêtes et des activités de plaidoyer".
8. Le premier groupe d'associés, qui a reçu une formation fin mai, a mené des enquêtes dans 39 pays et a participé à d'autres activités d'alimentation scolaire du PAM pendant les trois premiers mois du programme. Un deuxième groupe a reçu une formation fin août et un troisième fin septembre. Il y a actuellement une vingtaine d'équipes qui travaillent pour terminer les enquêtes dans les pays restants avant la réunion de fin de mission prévue à Rome du 3 au 7 décembre 2001. Les résultats des enquêtes sont saisis dans une banque de données centrale et seront disponibles sur le site web du PAM.

Enquêtes de référence

9. Le PAM a commencé à réaliser des enquêtes de référence normalisées pour chaque pays appelé à bénéficier des ressources d'alimentation scolaire. Ces enquêtes de référence sont organisées de façon simple et le processus a été rationalisé de façon que les données puissent être rassemblées avant la distribution des produits aux écoles bénéficiaires. Des enquêtes pilotes ont eu lieu en El Salvador et en Ouganda en août et ont servi de base pour modifier les méthodes. Des réunions d'information se sont ensuite tenues en septembre en El Salvador, au Népal et en Ouganda avec la participation de fonctionnaires du PAM de chacun des 23 pays qui doivent exécuter l'enquête avant la distribution des vivres aux écoles. Les bureaux de pays peuvent étoffer l'enquête, mais ils sont priés de ne pas modifier ni amputer le modèle de base. Il est prévu que les 23 pays achèveront la phase de rassemblement des données pour la fin de novembre.
10. Le PAM étudie actuellement la possibilité d'utiliser des calculatrices de poche pour exécuter les travaux de terrain des enquêtes. Dans le cadre d'un programme pilote auquel participeront la Division des ressources et des relations extérieures, l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) et la Société Microsoft, l'utilisation de ce dispositif fera l'objet d'essais pour exécuter l'enquête dans deux pays au moins. Le modèle d'enquête de base sera incorporé dans ces dispositifs de façon que les recenseurs et les interviewers puissent chacun y entrer directement leurs données. Les données seront alors automatiquement saisies dans la base de données et le cadre nécessaires pour l'analyse et les rapports, ce qui facilitera les travaux à venir concernant les enquêtes de référence sur l'alimentation scolaire avant exécution et les enquêtes de suivi périodique destinées à mesurer les résultats et les modifications intervenant en cours d'exécution. Si l'essai pilote donne de bons résultats, les calculatrices de poche seront utilisées pour ce genre d'enquête, ce qui réduira fortement le temps et le travail nécessaire pour effectuer les enquêtes, entrer les données et produire les rapports. Étant donné que le logiciel facilite la modification des questionnaires existants et la création de nouveaux outils d'enquête, cette technique sera utile pour de nombreuses autres opérations de rassemblement de données du PAM, en dehors de l'alimentation scolaire.



Étude sur les pays où s'est effectué un désengagement progressif

11. Il y a plus de pays où le PAM a fourni une aide pour l'alimentation scolaire puis l'a interrompue progressivement. L'Unité SPF a entrepris une étude à partir des documents disponibles concernant ces anciennes opérations. Cette étude a été complétée par des examens de la situation actuelle dans trois pays exécutés par un consultant, qui comportaient des entretiens avec les fonctionnaires compétents, les partenaires, les parents et les enfants au Paraguay et au Swaziland, pays où le PAM a progressivement interrompu l'alimentation scolaire il y a quelques années, ainsi qu'au Cap-Vert où il vient de revenir sur une décision de désengagement. Le PAM a demandé aux organisations non gouvernementales (ONG) de communiquer leurs expériences et les leçons qu'elles ont tirées de l'interruption progressive de programmes d'alimentation scolaire et l'Unité SPF a choisi un consultant pour procéder à l'examen de trois ou quatre pays supplémentaires au cours des prochains mois.

Études spéciales

12. Le 6 août 2001, le PAM a organisé une réunion des parties intéressées à Londres pour établir les priorités en vue d'études spéciales sur l'alimentation scolaire. Ont participé à cette réunion des représentants de trois pays donateurs (Allemagne, Danemark, États-nis), de deux pays bénéficiaires (Kenya, Nicaragua), de trois ONG (*World Vision*, *Save the Children* et *Agro-Action* allemande), de la Banque mondiale et un facilitateur de l'Université des Nations Unies. L'un des représentants de pays bénéficiaires invités a malheureusement été empêché de participer aux travaux et le temps a manqué pour inviter une autre personne à sa place.
13. Les notes prises au cours des échanges de vues sont actuellement communiquées aux autres parties intéressées de façon à assurer des consultations appropriées avant que le PAM choisisse les deux ou trois thèmes clés des recherches à venir. En décembre, le Programme prévoit de tenir un atelier d'experts au cours duquel des spécialistes des thèmes retenus seront invités à donner des avis sur l'organisation et l'exécution des recherches concernant ces thèmes. Le Danemark a offert d'accueillir cet atelier.

Nouvelle approche du suivi

14. L'Unité SPF met actuellement à l'essai une nouvelle approche pour le suivi des activités d'alimentation scolaire qui est conçue pour favoriser et renforcer l'aptitude de chaque gouvernement à rassembler des informations exactes et à jour auprès des écoles en utilisant des instruments installés dans chaque école qui transmettent des données mensuelles par le satellite Argos. Les données seront rassemblées au Centre Collecte Localisation Satellite (CLS), principal centre de collecte d'Argos situé en France. Elles seront ensuite mises à la disposition des gouvernements participants sur un site web, par courrier électronique ou sous forme de documents imprimés, selon les cas. Seuls les utilisateurs agréés au préalable par le gouvernement national et dotés d'un code d'accès auront accès aux données par pays.
15. Le système satellite Argos créé en 1978 afin de collecter des données sur l'environnement et les conditions météorologiques, est géré conjointement par la France et les États-Unis; le Brésil, la Communauté européenne et le Japon s'y sont récemment associés. Selon les engagements actuels, le système devrait rester en activité au moins jusqu'à la fin de 2015.
16. Pour la phase en cours d'essais pilotes du PAM, le Centre CLS a fait fabriquer des prototypes de dispositifs par deux sociétés. Dix dispositifs —soit cinq exemplaires du modèle de chaque société— ont été mis à disposition au début d'octobre. Il s'agit de dispositifs portatifs qui n'effectuent pas de transmission réelle, mais sont de véritables



prototypes à tous autres égards. Ils font actuellement l'objet de démonstrations et d'évaluations dans les nombreux bureaux de pays du PAM qui ont souhaité participer à la phase pilote.

17. Cinq dispositifs supplémentaires seront livrés au milieu d'octobre; il s'agit de modèles complets qui assurent les transmissions. L'un d'entre eux sera installé au siège du PAM à Rome, un autre au bureau principal du CLS en France et les trois derniers dans des pays où le PAM exécute actuellement des opérations d'alimentation scolaire et a conclu un accord avec le gouvernement pour mettre les dispositifs et leur capacité de transmission à l'essai.
18. Un donateur s'est déclaré disposé à faire des essais pilotes d'utilisation des dispositifs dans le cadre d'une activité d'alimentation scolaire bilatérale et le PAM a en outre offert d'organiser des démonstrations des dispositifs à l'intention des ONG intéressées qui mettent en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire.
19. Tout en procédant à de multiples consultations avec les gouvernements intéressés, le PAM effectuera une évaluation officielle des dispositifs qui portera sur la capacité de transmission et de communication du système et les incidences en matière d'installation, de formation, de réparation et de coûts. Il se propose de mener cette phase à bien pour la fin de novembre 2001. Ce n'est qu'après la fin de la phase d'essai, qu'une décision sera prise quant à l'achat et à la mise en place du système proposé.

Liens entre ces activités

20. L'enquête sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire, les études de référence ainsi que les systèmes de suivi traditionnels et nouveaux sont tous conçus de façon à être en corrélation et en liaison les uns avec les autres de sorte que les mêmes définitions et mêmes modèles soient utilisés partout.

Groupe consultatif technique

21. Le PAM a pris contact avec l'Université des Nations Unies afin qu'elle établisse et administre au nom du PAM un Groupe consultatif technique chargé d'examiner les nouveaux produits alimentaires proposés pour ces programmes et lui donne des avis sur la conformité des produits du point de vue de la valeur nutritionnelle, de la salubrité de l'hygiène et de la santé. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a également accepté de faire partie de ce Groupe consultatif technique, qui devrait être constitué en janvier 2002 selon les plans actuels.

Déparasitage

22. Sur la base d'expériences de collaboration réussies dans divers pays (notamment au Népal), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le PAM ont travaillé de concert pour concevoir et présenter un modèle multipays de déparasitage des écoliers. Le premier atelier conjoint multipays sur le déparasitage s'est tenu fin avril en Ouganda à l'intention des représentants des ministères de la santé et de l'éducation de sept pays d'Afrique anglophone. Les représentants des ministères présents ont reçu une formation et une documentation sur la mise en oeuvre des programmes de déparasitage. Ils ont participé à un traitement pratique de déparasitage dans une école locale et ont ensuite préparé, avec l'aide des formateurs, des stratégies spécifiques à appliquer dans leur propre pays. De retour dans leur pays, ils ont consulté les autorités compétentes et affiné leurs plans.
23. Une fois que l'OMS et le PAM ont donné leur aval aux plans des pays, une contribution de 50 000 dollars au maximum a été accordée pour mettre en oeuvre des programmes de traitement des enfants dans les écoles bénéficiant d'activités d'alimentation scolaire du



PAM. Les sept plans ont été tous approuvés aux fins de financement. L'atelier et le traitement initial qui a suivi ont été financés en majeure partie par le Canada par le biais d'un don versé par l'Agence canadienne de développement international (ACFI) au PAM. À long terme, il est prévu que la plupart des gouvernements participant à cette opération seront en mesure de financer le déparasitage grâce à des fonds d'autres sources, en particulier les fonds destinés aux activités de santé scolaire dans le cadre des prêts à l'éducation de la Banque mondiale.

24. Le PAM, l'OMS et la Banque mondiale projettent actuellement d'organiser des ateliers sur le déparasitage pour l'Afrique francophone à partir des dernières semaines de novembre. L'OMS et le PAM entreprendront également des études pilotes et offriront aux pays ayant participé à l'atelier d'Ouganda une aide pour le suivi de façon à assurer une bonne exécution.

COLLABORATION INTERINSTITUTIONS ET PARTENARIATS

25. Le PAM a une longue expérience de collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies et des ONG. Dans le contexte particulier de l'initiative en faveur de l'alimentation scolaire, il a pris des mesures pour élargir cette collaboration tout en respectant le rôle central qui incombe aux gouvernements des pays bénéficiaires. Il a invité l'UNESCO, la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Université des Nations Unies, l'OMS, la FAO, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le Département américain de l'agriculture (USDA) et le Centre national d'études spatiales en France à collaborer avec lui dans certains domaines touchant ces activités d'alimentation scolaire. En outre, le Programme a engagé des discussions préliminaires avec deux fondations. Les informations données ci-après permettent de mettre à jour la dernière note d'information (WFP/EB.A/2001/4-E), où plusieurs de ces nouveaux partenariats étaient exposés plus longuement:

- **La Banque mondiale** travaille avec le PAM et l'OMS pour appuyer les activités de déparasitage et d'enrichissement de l'alimentation en fer en Afrique. Le PAM et la Banque mondiale étudient d'autres possibilités de collaboration, notamment dans les domaines de l'alimentation scolaire et de la distribution de rations à emporter aux orphelins du VIH/SIDA et des guerres, des infrastructures scolaires et de la santé et de la nutrition des enfants.
- **L'OMS** et le PAM étudient une collaboration à venir fondée sur le modèle du déparasitage, afin d'appliquer des mesures de santé scolaire supplémentaires. L'OMS a accueilli une réunion d'un nouveau groupe de partenariats pour la lutte contre les maladies parasitaires en juin. Le PAM a participé activement aux travaux en présentant des modèles qui donnent de bons résultats et en offrant volontairement de soutenir l'action consécutive de cette réunion. La Banque mondiale, l'UNICEF, deux ONG, des fonctionnaires régionaux clés de l'OMS et l'École de santé publique de Harvard étaient également invités à cette réunion.
- **L'UNICEF**, qui est déjà un partenaire important, particulièrement en ce qui concerne l'alimentation des enfants d'âge préscolaire, les interventions de santé et d'assainissement et l'éducation, détache un fonctionnaire à l'Unité d'appui à l'alimentation scolaire du PAM pour 12 mois, afin d'instaurer une coopération plus concrète. Ce fonctionnaire de l'UNICEF devrait être choisi pour la fin de décembre 2001 et se mettre au travail en 2002.



- Le PAM élargira la collaboration et continuera de travailler avec les **ONG et les fondations internationales et locales** qui appuient le secteur de l'éducation en fournissant des apports complétant ceux du PAM et l'alimentation scolaire. Trois ONG ont participé à la réunion des parties intéressées organisée au PAM le 6 août 2001. Pendant les consultations PAM/ONG tenues les 4 et 5 octobre, le PAM a invité les participants à formuler des commentaires sur les priorités dégagées lors de cette réunion des parties intéressées et à envisager de participer activement aux études ultérieures. Il a également invité les ONG à participer aux examens d'interruptions progressives des programmes d'alimentation scolaire, aux essais du dispositif de surveillance Argos et aux activités d'alimentation scolaire liées à l'épidémie de VIH/SIDA.

FINANCEMENTS A VENIR

26. Le PAM juge encourageant le vif intérêt manifesté par les gouvernements donateurs et le secteur privé.
27. Les Gouvernements de la France, de l'Italie et de la Suisse ont tous confirmé de nouvelles contributions aux interventions d'alimentation scolaire du PAM au cours des derniers mois. En outre, la Société Cargill a offert une contribution et le Canada a déclaré qu'il continuerait à soutenir les campagnes de déparasitage.
28. Le 3 mai 2001, un projet de loi a été présenté aux deux Chambres du Congrès des États-Unis pour établir une initiative en faveur de l'alimentation scolaire de plus longue durée à partir de 2002. Cette loi fixerait des niveaux de financement annuel de l'initiative de façon à atteindre un maximum de 750 millions de dollars pour l'alimentation scolaire pour une année. Une proposition analogue a été présentée dans d'autres projets de loi. Cette idée est fermement appuyée par des membres des deux partis et retient l'attention des médias aux États-Unis.

